

Fabrice Balanche  
19 novembre 2006

## Espace et pouvoir au Proche Orient

Fabrice Balanche est Chercheur à l'Institut Français du Proche Orient (Beyrouth), Responsable de l'Observatoire urbain du Proche-Orient.

*« L'espace est politique. L'espace n'est pas un objet scientifique détourné par l'idéologie ou par le politique ; il a toujours été politique et stratégique. S'il a un air neutre indifférent par rapport au contenu, et donc « purement » formel, abstrait d'une abstraction rationnelle, cet espace, c'est précisément parce qu'il est déjà occupé, aménagé, déjà l'objet de stratégies anciennes, dont on ne retrouve pas toujours les traces » (Henri Lefebvre, *Espace et politique*).*

Tout étudiant ou chercheur en géographie qui entreprend un travail sur le Proche-Orient devrait avoir en mémoire ce passage du livre d'Henri Lefebvre *Espace et Politique*. On retient plus aisément la phrase du Général De Gaulle : « Je suis arrivé avec des idées simples dans cet Orient compliqué » car nous arrivons tous avec des idées simples, issues de notre formation universitaire cartésienne, persuadés que l'espace est homogène, neutre, dominés par des forces économiques organisatrices. Tout travail sur le Proche-Orient nous apporte un démenti cinglant et nous oblige à revoir notre conception de l'espace, à relire les « anciens » qui, marqués par les guerres et les conflits sociaux avaient une conception beaucoup plus politique de l'espace : Friedrich Ratzel (*La géographie politique*) ou Elisée Reclus (*La géographie universelle*).

La prégnance du politique dans l'organisation de l'espace n'est pas une caractéristique du Proche-Orient, mais nous y sommes particulièrement confrontés pour diverses raisons dont la plus évidente est la permanence du conflit Israélo-arabe. Ensuite il faut souligner que les Etats de la région sont jeunes, l'intégration territoriale demeure donc la priorité des régimes. Le politique est aussi très présent parce que nous nous trouvons dans des économies de rente (directe ou indirecte), grâce au pétrole et au conflit israélo-arabe, qui rendent les régimes relativement indépendants des contribuables. Par ailleurs, la faible intégration des économies locales tant au niveau régional que mondial laissent aux Etats une plus grande marge de manœuvre que dans le cas de marchés ouverts.

### **L'organisation du pouvoir modèle l'espace à toutes les échelles**

L'action la plus évidente du politique sur l'espace est le tracé des frontières. Au cours du XXème siècle le Proche-Orient, qui était sous l'Empire Ottoman un espace ouvert, s'est progressivement fermé. Du partage des provinces arabes de l'Empire Ottoman entre Français et Britanniques en 1920 à la création de l'Etat d'Israël en 1948, en passant par la cession du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie en 1939 et l'indépendance séparée de la Syrie et du Liban en 1945, de nouvelles frontières se sont rapidement érigées, créant des barrières et détournant des flux commerciaux séculaires. De nombreuses villes se sont retrouvées privées de leur arrière-pays traditionnel. Ce fut le cas d'Alep, dans le nord de la Syrie, qui rayonnait sur tout le Sud-

Est de l'actuelle Turquie avant 1920, ou de Tripoli du Liban, le débouché naturel de la Syrie centrale jusqu'en 1950, date de la rupture de l'Union douanière entre le Liban et la Syrie. Le cas de Haïfa est encore plus éloquent puisque la création de l'Etat d'Israël l'a coupée de son arrière pays arabe depuis 1948. Les conflits récurrents, violents ou non, font des régions frontalières des périphéries délaissées et non des interfaces, tout au plus quelques points de passage deviennent des annexes techniques des Centres. Le Sud Liban, la vallée du Jourdain ou la vallée de l'Euphrate en Syrie sont devenus des bouts du monde, voués aux activités agricoles, tant l'éloignement du Centre et les contraintes de la présence militaire rendent difficile tout développement économique autre que basé sur l'exploitation des ressources primaires.

Dans le nouveau cadre étatique du Proche-Orient arabe, les espaces devenus périphériques sur le plan géographique le deviennent également sur le plan politique avec la centralisation extrême du pouvoir. Les régimes favorisent la capitale et abaissent les grandes villes de province. Sur le plan administratif les deuxièmes villes du pays sont réduites au statut de chef lieu de province au même titre que des petites villes rurales. Ainsi Alep en Syrie (2,2 millions d'habitants) est-elle l'équivalent de Soueïda (70 000 habitants), Irbid en Jordanie de Kerak, et au Liban Tripoli se trouve au rang de Nabatyeh. Le centralisme des politiques rencontre la volonté hégémonique des élites économiques des capitales qui sont trop heureuses de se débarrasser de leurs concurrents sur le marché national. La macrocéphalie des capitales et les problèmes qu'elle génère (congestion des transports, extension de l'habitat précaire, etc.) sont insolubles tant que le centralisme n'est pas remis en cause.

Le clientélisme politique qui structure le pouvoir aboutit à une gestion discriminante de l'espace. En Syrie, la région alaouite, fief du régime des Assad, bénéficie-t-elle d'importants transferts publics qui expliquent l'excellent niveau de services publics. Une comparaison avec le Jebel Druze, fief de l'opposition depuis les années 1970, est des plus éloquentes. Tandis que les alaouites rentrent massivement dans l'armée et la fonction publique, le service de l'Etat est relativement fermé aux druzes qui sont contraints à l'émigration. Cependant le rapport de clientélisme qui lie les alaouites au régime (allégeance totale contre subsides) entretient dans cette communauté un comportement d'assisté. Les barons alaouites du régime baathiste tuent toute velléité de développement autonome pour maintenir la communauté sous leur tutelle. Ce système aboutit à faire fuir les investissements et les entrepreneurs de la région alaouite bien qu'elle soit la seule ouverture maritime du pays.

Au Liban, l'absence d'investissements productifs dans de nombreuses régions s'explique par le comportement des féodaux locaux qui veulent maintenir leur emprise sur la population locale en demeurant les seuls pourvoyeurs de travail et de subsides. Le cas du Chouf au Liban, le fief du leader druze Walid Joumblat, est particulièrement intéressant puisqu'il est comparable à celui de la montagne alaouite. La faiblesse des infrastructures touristiques malgré les aménités de la région est significatif d'un monopole de fait sur le potentiel économique du Chouf. Dans le Sud Liban, la pression morale exercée par le Hezbollah et financière par le Mouvement Amal décourage les entrepreneurs chiites, revenus d'Afrique de l'Ouest avec leur capital, d'effectuer des investissements productifs et donc d'aider le Sud Liban à sortir du sous-développement.

Lorsque les populations sont dépendantes économiquement elles ne peuvent exercer leurs droits politiques. L'intérêt des leaders politiques est donc de renforcer la dépendance des populations à leur égard plutôt que de favoriser un développement économique qui profiterait à l'ensemble de la communauté mais qui les affaiblirait sur le plan politique.

## La menace du conflit

L'insécurité est un élément qui doit être pris en compte dans notre analyse de l'espace au Proche-Orient. Cela peut paraître paradoxal car au quotidien nous sommes dans une des régions les plus sûres du monde : la criminalité, les vols et menus délits sont peu fréquents. Nous sommes loin des villes sud-américaines où il est préférable de ne pas s'arrêter au feu rouge. Pourtant la menace est là, bien réelle et conditionne le comportement de tous et des relations à l'espace. Le déluge de bombes qui s'est abattu sur le Liban l'été dernier nous rappelle que le conflit Israélo-arabe est loin d'être réglé. Au Liban ce conflit est constitutif de la société au même titre que sa structure communautaire. Régulièrement le pays est bombardé, menacé, victime d'attentats. L'économie du pays s'en ressent, l'Etat perd sa crédibilité et les tensions communautaires s'exacerbent.

On ne peut que déplorer au Liban l'absence de planification, le caractère provisoire des constructions, l'absence d'investissement à long terme. Mais comment lancer un développement durable alors que l'aviation israélienne menace en permanence le pays ? L'ancien premier ministre Rafic Hariri voulait faire du Liban la destination touristique privilégiée des pays du Golfe. Dans ce but il fit construire un centre ville moderne voué aux activités ludiques et destiné à attirer les investisseurs arabes. Cependant le tourisme a besoin de la paix pour s'épanouir et cela Rafic Hariri l'avait sans doute oublié, ou bien, trop confiant dans l'avenir du Proche-Orient, pensait-il naïvement que le processus de paix allait aboutir ? La bourgeoisie libanaise vit et prospère sans prendre la mesure de la misère et des frustrations qui l'entourent. Certes pour entreprendre avec succès il est préférable de ne pas trop penser aux problèmes du Proche-Orient, mais cette myopie conduit à une montée des tensions et à la violence puisque rien n'est fait pour désamorcer les crises.

La Syrie vit régulièrement dans la crainte d'une escalade avec Israël. Les guerres de 1967, de 1973 et de 1982 ne sont pas très éloignées dans l'esprit de la population et des dirigeants baathistes. Le régime syrien entretient une armée de 320 000 hommes (la treizième au monde) pour faire face à la menace, supposée ou non, et maintenir la loi martiale dans le pays. La peur de la guerre civile est également présente en Syrie. La minorité alaouite craint une révolte de la majorité sunnite, comparable à celle des Frères Musulmans entre 1979 et 1982. La guerre civile libanaise (1975 - 1990) et l'arrivée massive d'Irakiens, fuyant le conflit qui ensanglante le pays depuis 2003, rappelle aux Syriens qu'ils ne sont pas à l'abri d'un conflit communautaire. Les mouvements de contestation qui se sont développés ces dernières années reposaient tous sur des oppositions communautaires : manifestations druzes à Soueida en 2000 et révolte des Kurdes en 2004, pour ne citer que les plus célèbres. Les tensions entre communautés sont latentes, elles incitent les Syriens à résider dans des territoires communautaires.

Le Proche-Orient est un livre d'histoire à ciel ouvert. Du néolithique au conflit israélo-arabe nous avons un condensé de l'histoire de l'humanité et des conflits géopolitiques contemporains. Les sociétés et les organisations politiques de région sont le produit de cet héritage mais non sa synthèse. Les divisions inhérentes aux sociétés segmentées sont renforcées par la multitude des référents identitaires, l'autoritarisme des régimes et les influences extérieures. L'ensemble se conjugue pour entretenir une atmosphère d'instabilité politique qui contraste avec la nonchalance ambiante. Tenter une analyse spatiale au Proche-Orient en excluant les facteurs politiques ou en ne leur accordant pas la primauté ne conduit qu'à une approche descriptive où la logique de l'organisation spatiale nous échappe. Certes il n'est pas aisé de pénétrer les arcanes du pouvoir dans des régimes aussi opaques et même de

comprendre la société. Cependant l'espace est là pour nous renseigner sur ses différents acteurs, infirmer ou confirmer le discours de nos interlocuteurs, car à la différence du politique, l'espace lui ne ment pas, même si comme Potemkine on peut tenter de le faire mentir.

Fabrice Balanche

© Les Cafés Géographiques - [cafe-geo.net](http://cafe-geo.net)